

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°15-DRCTAJ/1- 597

mettant en demeure la Société S.V.P.M. de régulariser la situation administrative des installations qu'elle exploite à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 autorisant la société S.V.P.M. à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitement des métaux à Saint Laurent sur Sèvre, notamment ses articles 1.2.2, 2.4.3 et 7.5.4 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 octobre 2015, transmis à l'exploitant par courrier de la même date, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de la visite de contrôle du 9 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité *installations classées*) a constaté que :

- l'exploitant a modifié ses installations de traitement de surfaces, notamment en ce qui concerne la nature des baignoires de traitement, sans le porter à la connaissance du préfet, ce qui constitue un écart au premier alinéa de l'article 1.2.2 de l'arrêté du 8 janvier 2015 susvisé,
- l'exploitant n'a pas remis le rapport de base, ce qui constitue un écart au deuxième alinéa de l'article 2.4.3 de l'arrêté du 8 janvier 2015 susvisé,
- l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de confinement des eaux polluées lors d'un éventuel accident, ce qui constitue un écart à l'article 7.5.4 de l'arrêté du 8 janvier 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.V.P.M. de respecter les articles 1.2.2 (1^{er} alinéa), 2.4.3 (2^{ème} alinéa) et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2015 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société S.V.P.M., exploitant un atelier de traitement des métaux situé zone industrielle de la paix à Saint Laurent sur Sèvre, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois**

à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'arrêté du 8 janvier 2015 susvisé :

article 1.2.2, alinéa 1 :

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ».

article 2.4.3, alinéa 2 :

« Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant élabore et transmet au préfet de la Vendée le rapport de base prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement. Ce rapport doit être élaboré selon la méthode définie par l'arrêté ministériel prévu à l'article R.515-59-I-3 du code de l'environnement ou, à défaut, par un guide méthodologique reconnu ».

article 7.5.4 :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une capacité de confinement étanche aux produits collectés et d'un volume minimal de 520 m³. Cette capacité maintenue en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont actionnables en toutes circonstances ».

Article 2 : La Société S.V.P.M. adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint Laurent sur Sèvre et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 27 NOV. 2015
Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Mairie Générale
de la Préfecture de la Vendée

Jean-Michel JUMIZZ

Arrêté n°15-DRCTAJ/1- 597

mettant en demeure la Société S.V.P.M. de régulariser la situation administrative des installations qu'elle exploite à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE